

CONSEIL MUNICIPAL DU 2 MAI 2016

COMPTE-RENDU SUCCINT

Signé par Monsieur le Maire le 10 MAI 2016
Affiché en mairie le 10 MAI 2016

L'an deux mille seize, le deux mai 2016, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de Monsieur FALCONNET, Maire.

ETAIENT PRESENTS :

MM et Mmes – FALCONNET – MICHEL – M'PIAYI – POPARD – VIGREUX – BOILEAU – BUIGUES B. – CROS – RAILLARD – ESMONIN – PIGERON – AMODEO – BERNARD – FOURGEUX – BAGNARD – JACQUOT – DAL MOLIN – BUIGUES J.F. – BUCHALET – AGLAGAL – RICHARD – BRUGNOT – CARLIER – ACHERIA – KATZER – BLANDIN – RENAUD

EXCUSES REPRESENTES :

Monsieur P. AUDARD donne pouvoir à Monsieur T. FALCONNET
Madame E. MARTIN donne pouvoir à Monsieur J. VIGREUX
Madame A. FERRARI donne pouvoir à Monsieur D. MICHEL
Madame Yolanda MARINO donne pouvoir à C. CARLIER
Madame Anissa LAKRI donne pouvoir à N. ACHERIA

ABSENTS / EXCUSES :

Monsieur CHERIN

Monsieur le Maire salue l'assemblée et le public, dont les élèves du Lycée professionnel Antoine, ayant réalisé le court métrage « Selfie mortel » dans le cadre de la campagne de sensibilisation de la sécurité routière.

Le film est projeté.

Monsieur le Maire demande à l'assemblée d'observer une minute de silence à la suite des décès de Monsieur Louis LAURENT, ancien élu et Madame Yvette HABERKORN, femme de Monsieur Didier HABERKORN, ancien élu, ainsi que les décès de Madame Mylène ZACCHIA et Monsieur Bernard BONNOT, employés municipaux retraités.

Puis il est procédé à la désignation d'un secrétaire de séance dans l'ordre du tableau du conseil. Compte-tenu de l'absence de Patrick AUDARD, Madame Brigitte POPARD est désignée à l'unanimité.

Le procès-verbal du 21 mars 2016 est approuvé à l'unanimité.

Concernant les dossiers du Conseil Municipal, le projet de délibération n°18 et la convention jointe en annexe ont été modifiés suite à la commission finances,

aménagement et ressources humaines du 28 avril 2016. Les documents ont été remis sur table avec les amendements suivants :

- Suppression de la mention relative à la mise à disposition d'un étang de pêche (ce dispositif n'existe plus),
- Suppression de la mention relative à la mise à disposition d'un bus avec chauffeur deux fois dans l'année (désormais, c'est un marché public qui régit les transports de voyageurs pour la ville de Chenôve).

Par un courrier daté du 29 avril 2016, le groupe « Chenôve entre vos mains » a posé la question orale suivante : « En date du 28 septembre 2015, un vœu d'accueil aux réfugiés a été proclamé par le conseil municipal : quelle mise en œuvre, quelle opérationnalité sur la commune à ce jour ? ».

Monsieur le Maire rappelle que la question orale par le groupe « Chenôve entre vos mains » fera l'objet d'une réponse, sans débat. Elle sera abordée à la fin de l'ordre du jour.

1. CREATION D'UN SITE CLASSE SUR LA COTE DE NUITS PAR LA DREAL ENTRE CHENOVE ET NUITS SAINT GEORGES.

La Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement (DREAL) Bourgogne Franche Comté propose la création d'un site classé sur la Côte de Nuits, pour une superficie de 4 195 ha sur 13 communes entre Chenôve et Nuits Saint Georges.

Un site classé est un lieu dont le caractère exceptionnel a justifié une mesure de protection au niveau national, dans l'objectif de conserver ses caractéristiques et de le préserver de toute atteinte grave. La procédure de classement est codifiée dans le code de l'environnement aux articles L341-1 et suivants.

Ces espaces protégés font l'objet d'une servitude d'utilité publique.

A l'occasion de la procédure de classement, sont définies les caractéristiques et les valeurs du site qui justifient de le protéger pour les générations futures. Celles-ci se réfèrent à l'intérêt du site, qui doit être caractérisé « du point de vue artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque » selon les termes de la loi.

En site classé, toute modification de l'état ou de l'aspect du site est soumise à autorisation spéciale, délivrée selon les cas, par le préfet du département ou par le ministre chargé des sites. En revanche le classement ne réglemente pas les activités diverses (sports, chasse, circulation des personnes et des véhicules...) dès lors qu'elles ne créent pas d'impact nouveau sur le paysage.

Ce projet a été inscrit dans la liste actualisée des sites majeurs bourguignons restant à classer ou méritant une extension, validée par la commission départementale de la nature, des paysages et des sites (CDNPS) de la Côte d'Or dans sa session du 11 octobre 2011.

Le périmètre est délimité à l'Est par la RD 974 (emprise de 20 m de part et d'autre du domaine public routier) et la « route du tacot » (à l'Est de la RD 122), à l'Ouest par la limite occidentale du site Natura 2000 « milieux forestiers et pelouses des combes de la Côte Dijonnaise », au Nord par les limites du Clos du Roy et au Sud par la frange urbaine de la commune de Nuits Saint Georges.

Il inclut les sites classés et inscrits des combes déjà protégés. Il exclut les zones urbaines et à urbaniser, les zones d'activités, les plateaux agricoles des hautes côtes.

Il convient de préciser que l'AVAP (Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine) sur Chenôve, concerne le Bourg de Chenôve et la zone de coteaux au Nord de celui-ci jusqu'à la limite avec Dijon.

Le site classé de la Côte de Nuits sur la commune de Chenôve, actuellement proposé par la DREAL, concerne uniquement le vignoble « Clos du Roy » et ses coteaux boisés situés au Sud du Bourg jusqu'à la limite avec la Commune de Marsannay.

Néanmoins, il paraît cohérent d'étendre ce périmètre à l'ensemble du Plateau de Chenôve dans le même objectif de protection que les autres communes concernées par le site de la Côte de Nuits. Les caractéristiques particulières de ce site naturel composé de combes, bois et plateau calcaire, support de la zone Natura 2000, justifiant pleinement cette démarche.

Pour que ce classement puisse être soumis à enquête publique en juin 2016 puis en cas d'avis favorable, que son instruction soit poursuivie au niveau départemental (commission départementale de la nature, des sites et des paysages) et national (commission supérieure des sites et des paysages, Conseil d'Etat) il convient que chaque commune concernée délibère sur le principe du classement, sur le déroulé proposé de la procédure, sur le périmètre proposé et sur la gestion ultérieure du site, notamment la gestion forestière.

Vu les articles L 341-1 et suivants du code de l'environnement,

Vu l'avis de la commission finances, aménagement et ressources humaines du 28 avril 2016,

Vu les plans et la procédure joints en annexe,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, A L'UNANIMITE, décide :

ARTICLE 1^{er} : D'approuver le principe de classement de la Côte de Nuits en application de l'article L 341-2 du Code de l'Environnement,

ARTICLE 2 : De valider le déroulé de la procédure proposée,

ARTICLE 3 : D'approuver le périmètre proposé définissant les limites du site à classer, sous la réserve expresse d'étendre celui-ci à l'ensemble du plateau de Chenôve, conformément au plan joint, suivant l'analyse évoquée précédemment,

ARTILCE 4 : De donner un avis favorable aux principes de gestion proposés.

2. APPROBATION DU COMPTE ADMINISTRATIF 2015 DE LA VILLE

Le budget 2015 de la ville a été exécuté en dépenses et en recettes, et par section, comme suit :

	DEPENSES	RECETTES
Section de fonctionnement	23 977 283.57 €	26 508 256.35 €
Section d'investissement	5 896 627.92 €	4 126 965.34 €

Compte tenu des réalisations constatées, des restes à réaliser, et après reprise des résultats reportés, le Compte Administratif de la Ville fait apparaître les soldes suivants :

- un résultat de la section de fonctionnement de	7 972 606.92 €
- un solde d'exécution de la section d'investissement de	- 4 483 820.43 €
- un solde des restes à réaliser	2 491 173.48 €
- un besoin de financement de la section d'investissement de	1 992 646.95 €

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L1612-12 et L2121-31,
Vu l'avis de la commission finances, aménagement urbain et ressources humaines du 28 avril 2016,

Le Maire sort de la salle avant le vote.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide :

PAR 25 VOIX POUR :

-Groupe des élus Socialistes, Ecologistes, Radicaux et Républicains de Progrès : D. MICHEL – B. POPARD -J. VIGREUX – B. BUIGUES – M-P. CROS – L. RAILLARD – J-J. BERNARD – M. FOURGEUX - J-D. BAGNARD – C. JACQUOT – C. DAL MOLIN – J-F BUIGUES – C. BUCHALET – A. AGLAGAL- E. MARTIN (pouvoir à J. VIGREUX) – A. FERRARI (pouvoir à D. MICHEL) – N. ACHERIA - A. LAKRI (pouvoir à N. ACHERIA)

-Groupe des élus Communistes et Républicains : J. BOILEAU- M. AMODEO - A-M. PIGERON

-Rassemblement Bleu Marine : A. KATZER – G. RENAUD

-J. ESMONIN, S. RICHARD

Et 4 ABSTENTIONS :

-Groupe Chenôve entre vos mains : MM ET MMES Y-M. BRUGNOT – Y. MARINO – C. CARLIER – S. BLANDIN

-Excusés : T. FALCONNET – P. AUDARD – S. M'PIAYI- P. CHERIN,

ARTICLE UNIQUE : D'approuver le Compte Administratif 2015 de la ville.

3. APPROBATION DU COMPTE DE GESTION 2015 DE LA VILLE DRESSE PAR LE RECEVEUR

Après s'être fait présenter le budget primitif de l'exercice 2015 et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs de créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux des mandats, le compte de gestion a été dressé par le comptable public accompagné des états de développement des comptes de tiers ainsi que de l'état de l'actif, état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer.

Il est à noter qu'une différence existe entre les inscriptions budgétaires figurant au compte administratif de la ville et celles du compte de gestion, tant en dépenses qu'en recettes et dans les deux sections. Cet écart provient des opérations liées aux cessions patrimoniales (sorties de l'actif et plus ou moins values) pour lesquelles aucun crédit ne doit être prévu dans le budget, mais qui font l'objet d'une ouverture de crédits dans les comptes du receveur.

Après s'être assuré que le receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2014, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures :

- 1° Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1er Janvier 2015 au 31 Décembre 2015 ;
- 2° Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2015 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires ;
- 3° Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives ;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L1612-12 et L2121-31,
Vu le compte de gestion dressé par le receveur et consultable à la Direction des affaires financières aux heures d'ouverture de la mairie au public,
Vu l'avis de la commission finances, aménagement urbain et ressources humaines du 28 avril 2016,

Il est à noter l'absence de Madame Saliha M'PIAYI lors du vote du compte de gestion.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, A L'UNANIMITE, décide :

ARTICLE 1er : Déclarer que le compte de gestion dressé par le comptable public n'appelle ni observation ni réserve de sa part ;

ARTICLE 2 : D'autoriser le Maire à viser et certifier le compte de gestion 2015 de la ville.

4. AFFECTATION DU RESULTAT 2015

Le Conseil municipal a arrêté les comptes de l'exercice 2015 en approuvant le Compte Administratif de la Ville qui fait apparaître les soldes suivants :

- un résultat de la section de fonctionnement de	7 972 606.92 €
- un solde d'exécution de la section d'investissement de	- 4 483 820.43 €
- un solde des restes à réaliser	2 491 173.48 €
- un besoin de financement de la section d'investissement de	1 992 646.95 €

Le résultat de la section de fonctionnement doit faire l'objet d'une affectation par le conseil municipal.

En priorité, ce résultat doit être affecté à la couverture du besoin de financement de la section d'investissement. Ce besoin de financement est égal au solde d'exécution corrigé des restes à réaliser. Le détail des restes à réaliser est annexé au compte administratif.

Le surplus peut-être, soit reporté à nouveau et incorporé en tout ou partie dans la section de fonctionnement, soit inscrit en réserve, pour assurer le financement de la section d'investissement.

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment l'article L 2311-5,

Vu l'avis de la commission finances, aménagement urbain et ressources humaines du 28 avril 2016,

Il est à noter l'absence de Madame Marie-Paule CROS et Yves-Marie BRUGNOT lors du vote de l'affectation du résultat 2015.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide :

PAR 27 VOIX POUR :

-Groupe des élus Socialistes, Ecologistes, Radicaux et Républicains de Progrès : T. FALCONNET - D. MICHEL – S. M'PIAYI – P. AUDARD (pouvoir à T. FALCONNET) - B. POPARD -J. VIGREUX – B. BUIGUES – L. RAILLARD – J-J. BERNARD – M. FOURGEUX - J-D. BAGNARD – C. JACQUOT – C. DAL MOLIN – J-F BUIGUES – C. BUCHALET – A. AGLAGAL- E. MARTIN (pouvoir à J. VIGREUX) – A. FERRARI (pouvoir à D. MICHEL) – N. ACHERIA – A. LAKRI (pouvoir à N. ACHERIA)

-Groupe des élus Communistes et Républicains : J. BOILEAU - M. AMODEO - A-M. PIGERON

-Rassemblement Bleu Marine : A. KATZER – G. RENAUD

-J. ESMONIN, S. RICHARD

Et 3 ABSTENTIONS :

-Groupe Chenôve entre vos mains : MM ET MMES Y. MARINO – C. CARLIER – S. BLANDIN

-Excusés : M-P. CROS – Y-M. BRUGNOT - P. CHERIN,

ARTICLE 1^{er} : D'affecter le résultat de la section de fonctionnement de l'exercice 2015 d'une part en réserve afin de couvrir le solde net d'exécution de la section d'investissement, d'autre part en report de fonctionnement par les écritures suivantes :

- ligne 001 - Déficit d'Investissement reporté	- 4 483 820.43 €
Solde des restes à réaliser	2 491 173.48 €
- cpte 1068 - Excédent de fonctionnement capitalisé	1 992 646.95 €
- ligne 002 - Résultat de fonctionnement reporté	5 979 959.97 €

5. AUTORISATION DE SIGNATURE DE L'AVENANT N°4 A LA CONVENTION DE PRESTATIONS INTEGREES CONCLUE AVEC LA SOCIETE PUBLIQUE LOCALE "AMENAGEMENT DE L'AGGLOMERATION DIJONNAISE" POUR LA MISE EN ŒUVRE DE L'OPERATION D'AMENAGEMENT "ZAC CENTRE VILLE"

Il est rappelé que la Ville de Chenôve a confié à la SPLAAD l'aménagement de la ZAC Centre Ville par voie de convention de prestations intégrées portant concession d'aménagement notifiée le 24 décembre 2009 et complétée par trois avenants en date des 7 août 2013, 18 juillet 2014 et 2 avril 2015.

Au-delà des aménagements déjà réalisés, la réussite de l'opération ZAC Centre Ville repose aujourd'hui sur la réalisation des programmes immobiliers et l'implantation de l'activité commerciale en rez-de-chaussée des constructions neuves. Le travail partenarial engagé depuis le 21 septembre 2015 par la Municipalité, la SPLAAD et la SCCV "Les Pressoirs" a permis de relancer la commercialisation de la résidence Cour Margot, 1^{ère} opération de construction de logements en accession abordable du futur cœur de ville.

Considérant les enjeux de transfert de l'activité commerciale en rez-de-chaussée des programmes immobiliers et de gestion maîtrisée de l'offre commerciale en cœur de ville, le portage des cellules commerciales par la SPLAAD dans la perspective du rachat de cet ensemble immobilier, à terme, par un investisseur est un levier pour la réussite de l'opération et la concrétisation d'un cœur de ville animé et attractif.

Dans ce contexte, il est proposé de signer un 4^{ème} avenant, annexé à la présente délibération, confiant de nouvelles missions à la SPLAAD et prolongeant la durée de la convention de prestations intégrées d'une durée de 5 ans portant son terme au 24 décembre 2024

Compte tenu des évolutions des missions de la SPLAAD, un bilan prévisionnel de l'opération actualisé est annexé à l'avenant. Cette actualisation du bilan prévisionnel n'entraîne aucune modification de la participation de la collectivité à l'équilibre de l'opération.

Vu le projet d'avenant n°4 à la concession d'aménagement,

Vu l'avis de la commission Solidarité, Tranquillité publique, Cohésion sociale et urbaine et Citoyenneté en date du 26 avril 2016,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 28 avril 2016,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, PAR 28 VOIX POUR (groupe des élus Socialistes, Ecologistes, Radicaux et Républicains de Progrès, groupe des élus Communistes et Républicains, J. ESMONIN, S. RICHARD, A. KATZER, G. RENAUD) ET 4 ABSTENTIONS (groupe Chenôve entre vos mains MM ET MMES Y-M. BRUGNOT – Y. MARINO – C. CARLIER – S. BLANDIN), décide :

ARTICLE 1^{er} : D'autoriser Monsieur le Maire à signer l'avenant n°4 à la convention de prestations intégrées pour la mise en œuvre de l'opération d'aménagement ZAC "Centre Ville",

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires.

6. CONVENTION DE PRESTATION D'ACCOMPAGNEMENT DANS L'EMPLOI DE JEUNES ET ADULTES EN SITUATION D'EXCLUSION

Le Service de Prévention Spécialisée de l'Acodège, habilité par le Conseil Départemental pour des missions d'Aide Sociale à l'Enfance, met en place des chantiers éducatifs à destination des jeunes de l'agglomération Dijonnaise âgés de 16 à 21 ans.

Ces chantiers éducatifs offrent aux jeunes les plus en difficulté, la possibilité d'établir un contact positif avec le monde du travail, et de les aider à respecter et à en comprendre les règles d'organisation.

Dans ce cadre, le Service de Prévention Spécialisée organise un chantier éducatif sur le plateau de Chenôve pour le nettoyage du site suite à l'incendie de l'été 2015.

| Le Service de Prévention Spécialisée gère le nombre de jeunes qui interviennent sur le chantier par petit groupe et par demi-journée. Le chantier éducatif dure de 2 à 5 semaines, selon les capacités du service à rémunérer les jeunes.

Vu l'article L 2121-29 du code général des collectivités territoriales,

Vu l'avis de la commission solidarité, tranquillité publique, cohésion sociale et urbaine, citoyenneté du 26 avril 2016,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, A L'UNANIMITE, décide :

ARTICLE 1^{er} : D'approuver la mise en place de ce chantier éducatif sur le Plateau de Chenôve.

ARTICLE 2 : D'approuver le projet de convention joint en annexe et d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document consécutif à ce dossier.

7. REPARTITION DE L'ENVELOPPE PROMOTION ET PROGRESSION DU SPORT

Vu l'article 2311-7 du Code général des Collectivités Territoriales,
Vu l'avis de la commission culture, éducation, jeunesse et sports du 28 avril 2016,
Vu l'avis de la commission finances, aménagement et ressources humaines du 28 avril 2016,
Vu le travail mené par le comité directeur de l'OMS,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, A L'UNANIMITE, décide :

ARTICLE 1er: D'attribuer les subventions suivantes au titre de la Promotion et de la Progression du Sport :

ASS. TIR A L'ARC	3 000 €
ATHLETIC CLUB	11 000 €
ADOC	3 500 €
BASKET CLUB	19 000 €
ENTENTE BOULISTE	4 000 €
INDEPENDANTE	14 000 €
LUTTE CLUB	11 000 €
CHENOVE NATATION	13 000 €
TENNIS CLUB	1 000 €
OMS	10 500 €

ARTICLE 2 : Les crédits correspondant à un montant total de 90 000 € ont été inscrits au Budget Primitif 2016.

8. ADHESION 2016 AU RESEAU FRANÇAIS DES VILLES EDUCATRICES (RFVE)

La collectivité peut adhérer au principe de la charte des villes éducatrices par délibération du conseil municipal.

Le Réseau Français des Villes Educatrices est né de villes de toutes tailles qui ont la volonté de travailler ensemble et de s'impliquer dans le parcours éducatif des enfants et des jeunes au-delà de leurs simples compétences liées aux écoles.

C'est un réseau d'élus, soucieux de réfléchir ensemble sur des questions générales de politique éducative et capables de participer à des échanges avec les ministères et proposer des retours d'expériences sur des problématiques concrètes.

Pour assurer la liaison avec le RFVE, Madame Joëlle BOILEAU, déléguée à l'Education, serait désignée comme élu référent et Madame Isabelle FAQUET, directrice de l'Education, comme membre administratif.

Le montant de la cotisation annuelle est arrêté en fonction du nombre d'habitants de la ville ou la communauté de communes concernée. La ville de CHENÔVE étant situé dans la fourchette des villes et communautés de communes recensant de 10 000 à 19 999 habitants, la dépense correspondante pour cette adhésion concernant l'année 2016 s'élève à 190 € (ci-joint en annexe le barème des cotisations 2016).

Vu l'article L 2121-29 du code général des collectivités territoriales,
Vu l'article L 2121-33 du code général des collectivités territoriales,
Vu l'avis de la commission finances, aménagement et ressources humaines du 28 avril 2016,
Vu l'avis de la commission culture, éducation, jeunesse et sports du 28 avril 2016,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, A L'UNANIMITE, décide :

ARTICLE 1^{er} : D'approuver l'adhésion de la Ville de Chenôve au réseau français des villes éducatrices et de mandater la somme correspondant à la cotisation annuelle.

ARTICLE 2 : De désigner Madame Joëlle BOILEAU, Adjointe chargée de l'Education, pour représenter la commune de Chenôve dans le RFVE.

9. OBJET DU RAPPORT : SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS AU TITRE DE LEUR PARTICIPATION AUX NOUVELLES ACTIVITES PERISCOLAIRES – 2e TRIMESTRE ANNEE SCOLAIRE 2015-2016

Dans le cadre de la mise en place de la réforme des rythmes scolaires, les associations sportives ont été sollicitées pour proposer des activités dans le cadre des nouvelles activités périscolaires (NAP), à mettre en place les lundis et les jeudis. L'encadrement de ces activités nécessite, pour les associations concernées, de détacher un encadrant sportif chargé d'animer les ateliers.

Pour la deuxième période du 14 décembre 2015 au 31 mars 2016, il y a eu au maximum 23 interventions de programmées.

La base de calcul pour évaluer le coût financier par intervention supporté par les associations est de 22,31€, c'est-à-dire l'équivalence de la charge salariale d'un éducateur territorial des activités physiques et sportives 6^{ème} échelon (milieu de grille indiciaire).

Au vu des éléments présentés ci-dessous, pour la 2^{ème} période de l'année 2015-2016, il en ressort les évaluations financières suivantes :

- Basket Club de Chenôve :	23 interventions X 22,31 €	=	513,13 €
- Lutte Club de Chenôve :	21 interventions X 22,31 €	=	468,51 €
- Indépendante de Chenôve :	11 interventions X 22,31 €	=	245,41 €
- Arts Martiaux de Chenôve :	12 interventions X 22,31 €	=	267,72 €
- Figures2style :	22 interventions X 22,31 €	=	490,82 €
- Chenove Natation :	22 interventions X 22,31 €	=	490,82 €
- Entente Bouliste Sportive :	11 interventions X 22,31 €	=	245,41 €
- Club rugby	23 interventions X 22,31 €	=	513,13 €
	TOTAL	=	3234,95 €

Vu l'article L 2311-7 du code général des collectivités territoriales,

Vu l'avis de la commission culture, éducation, jeunesse et sports en date du 28 avril 2016,

Vu l'avis de la commission finances, aménagement et ressources humaines en date du 28 avril 2016,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, A L'UNANIMITE, décide :

ARTICLE 1er : D'attribuer aux associations dans le cadre de leur participation aux NAP, les subventions suivantes :

- Basket Club de Chenôve :	513,13 €
- Lutte Club de Chenôve :	468,51 €
- Indépendante de Chenôve :	245,41 €
- Arts Martiaux de Chenôve :	267,72 €
- Figures2style :	490,82 €
- Chenove Natation :	490,82 €
- Entente Bouliste Sportive :	245,41 €
- Club rugby	513,13 €

ARTICLE 2 : Les crédits correspondant aux subventions visées à l'article 1^{er} seront inscrits au Budget Primitif 2016.

10. REFONTE DU REGLEMENT DU MARCHE DOMINICAL ET DU MARCHE DU MERCREDI

Dans le cadre de la restructuration du Centre Commercial Saint-Exupéry et dans le souci d'améliorer le fonctionnement du marché dominical, le conseil municipal approuvait le 8 décembre 2005 un nouveau règlement du marché dominical qui entrait en vigueur le 8 janvier 2006.

Puis, compte tenu du succès du marché qui connaît une fréquentation massive en particulier de la part des commerçants et corrélativement, de la réorganisation du dispositif d'octroi des emplacements qui s'imposait, le conseil approuvait l'adaptation du règlement du marché le 12 mars 2009 (règlement publié le 3 avril 2009).

Dans le cadre de la mise en œuvre des orientations du projet urbain et des opérations du programme de rénovation urbaine concourant à l'affirmation de la future centralité de ville, divers travaux ayant dû être engagés, notamment sur une partie des espaces alors dédiés à l'installation du marché dominical, en particulier la place Colucci et le parking Sud du Centre Commercial Saint Exupéry, un nouveau règlement était adopté par le conseil municipal du 12 juillet 2011 afin de correspondre à la nouvelle implantation.

Ce règlement était par ailleurs adapté pour tenir compte, notamment, de la nécessité d'assouplir les conditions d'installation des commerçants passagers et de préciser les modalités de représentation du titulaire par ses salariés ou son conjoint collaborateur ou associé.

Aujourd'hui, le règlement a été retravaillé, toujours dans le souci d'améliorer le fonctionnement du marché dominical, mais également de répondre aux préoccupations des commerçants, en particulier par l'organisation :

- de modalités plus souples de paiement et d'horaires (paiement le jour de l'installation et non plus par bimestres et d'avance)
- de l'élargissement des horaires d'installation et de départ,
- des conditions répondant à l'impérieuse nécessité d'assurer l'ordre, la tranquillité et la sécurité publics dans un lieu ouvert au public où il se fait de grands rassemblements de femmes et d'hommes :
 - o plus grande sévérité en cas d'infractions au règlement
 - o prise en charge des frais administratifs de traitement du dossier.

Il s'est agi également de modifier ce règlement pour prendre en compte l'organisation propre au marché du mercredi auquel la commune souhaite donner un nouvel essor, en particulier grâce à l'arrivée de nouveaux commerçants.

Les organisations professionnelles intéressées ont été saisies pour avis conformément à l'article L2224-18 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Vu l'avis des organisations professionnelles représentatives des commerçants non sédentaires tant au niveau national que local,

Vu le projet de nouveau règlement des marchés communaux ci-joint,

Vu l'avis de la commission finances, aménagement et ressources humaines du 28 avril 2016,

Vu l'avis de la commission solidarité, tranquillité publique, cohésion sociale et urbaine et citoyenneté du 26 avril 2016,

Il est demandé par Madame Caroline CARLIER, présidente du groupe « Chenôve entre vos mains » qu'un élément soit ajouté dans l'article 9 du règlement du marché dominical et du mercredi la mention suivante : « de même, toutes quêtes ou diffusions écrites à caractère religieux sont interdites ».

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, A L'UNANIMITE, décide :

ARTICLE 1 : D'approuver le projet règlement du marché dominical et du marché du mercredi ci-joint.

ARTICLE 2 : Plus généralement de mandater Monsieur le Maire à l'effet d'effectuer toutes démarches et formalités nécessaires à l'entrée en vigueur de ce nouveau règlement.

11. PROPOSITION DE NOUVELLE GRILLE TARIFAIRE DE LA PROGRAMMATION CULTURELLE

Fort de deux années d'expérience de programmation au Cèdre, la grille tarifaire proposée doit être adaptée en fonction de la politique culturelle menée sur Chenôve et selon les logiques d'égalité et de solidarité qui sont inscrites dans le projet politique de la municipalité.

La grille tarifaire propose trois catégories de programmation :

- la programmation au Cèdre ;
- la programmation « En famille au Cèdre ! » ;
- la programmation « Le Cèdre hors les murs » ;

A/ Programmation au Cèdre

	Tarif A	Tarif B	Tarif C	Tarif D
Tarif plein	15,00 €	20,00 €	30,00 €	40,00 €
Tarif réduit	10,00 €	15,00 €	25,00 €	35,00 €
Moins de 12 ans	8,00 €	8,00 €	10,00 €	12,50 €
Groupes et C.E	8,00 €	15,00 €	25,00 €	35,00 €
Scolaires (Gratuité pour les accompagnateurs)	8,00 €	10,00 €	15,00 €	20,00 €
Carte culture Etudiant	5,50 €	5,50 €	5,50 €	5,50 €
Tarif « Dernière minute »	7,00 €	10,00 €	15,00 €	17,50 €

Définition des différents tarifs indiqués :

a/ Tarif plein :

Tarif adulte de droit commun

b/ Tarif réduit :

La reconnaissance du tarif dit réduit impose la nécessité d'une définition précise des bénéficiaires :

- P.M.R (gratuité pour un accompagnant) et sur présentation de la carte invalidité ;
- Titulaires d'un titre relevant d'un partenaire conventionné dans le cadre du dispositif « Nos voisins sont formidables » hors Chenôve sous réserve de réciprocité ;
- Professionnels du spectacle (programmeur, intermittents) ;
- Demandeur d'emploi sur présentation d'un justificatif ;
- Etudiant sur présentation de la Carte étudiant,
- Titulaires de l'année moyennant présentation du titre des Pass'sport Culture, de la Carte M.J.C, de la Carte du Comité des œuvres sociales de la Ville de Chenôve, de la carte de lecteur de la Bibliothèque Municipale et du Conservatoire de Chenôve (Réduction non cumulative et attribuée au porteur du titre) et des membres de l'OMPA

c/ Groupes et C.E

- groupe de 8 personnes au moins ;
- sous réserve de conventionnement avec le C.E en cas de présentation individuelle (sous réserve de présentation du justificatif) ou d'achat en direct par le C.E ;

d/ Scolaires

- gratuité reconnue pour les accompagnateurs (limité à 5 personnes par classe) ;
- élèves scolarisés sous présentation d'un justificatif ;

e/ Carte Culture

- sous réserve de présentation de la carte de l'année en vigueur ;

f/ Tarif Jour « j »

le jour de la représentation, tarif jour j applicable aux horaires d'ouverture de la billetterie aux quarante premiers arrivants sous réserve de disponibilité des places ;

B/ Programmation « En famille au Cèdre ! »

Dans le cadre de la programmation de la Ville de Chenôve, une attention toute particulière sera accordée aux programmations familiales. Ces spectacles pourront être organisés le Dimanche pour permettre aux familles de partager un moment artistique de qualité.

	Tarif A	Tarif B	Tarif C
Tarif « En famille au Cèdre » - adulte	8,00 €	10,00 €	15,00 €
Tarif « En famille au Cèdre » - enfant	5€	8,00 €	10,00 €

C/ Dispositif « Le Cèdre hors les murs »

Dans le cadre de la programmation de la Ville de Chenôve et dans la perspective d'animer l'ensemble des quartiers de la ville, il est proposé un tarif unique permettant un accès de tous à cette offre de proximité.

	Tarif unique
Tarif unique « Le Cèdre hors les murs »	3,00 €

Vu l'article L2121-29 du code générale des collectivités territoriales,

Vu l'avis de la commission culture, éducation, jeunesse et sports en date du 28 avril 2016

Vu l'avis de la commission finances, aménagement et ressources humaines en date du 28 avril 2016,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, A L'UNANIMITE, décide :

ARTICLE 1^{er} : D'adopter les tarifs selon les conditions développées dans le présent rapport.

12. DEMANDE DE SUBVENTION CENTRE NATIONAL DES VARIETES

Le Centre National des Variétés est un établissement public industriel et commercial (EPIC), créé par la Loi n°2002-5 (article 30) du 4 janvier 2002. Il est chargé d'organiser la solidarité entre tous les acteurs du paysage culturel français.

Le C.N.V est chargé notamment de veiller à :

- associer et fédérer l'ensemble des partenaires concernés : Etat, collectivités territoriales, professionnels, employeurs et salariés. Il est dès lors le lieu du rassemblement et du débat sur tous les sujets transversaux, un carrefour pour encourager les synergies et stimuler les échanges d'expérience avec le souhait d'allier les approches économiques et culturelles, sans les opposer.
- contribuer à structurer et organiser le secteur culturel, en veillant au respect de la réglementation sociale, en soutenant l'emploi et la formation professionnelle, en incitant à la mise en réseau des acteurs.

Le C.N.V propose « une aide numéro 6 - Aménagement et équipement des salles de spectacles » visant à contribuer à l'aménagement et à l'équipement des lieux de spectacles en projet ou en fonctionnement, à développer et à améliorer le parc des salles accueillant principalement les concerts et spectacles du répertoire défini par la réglementation relative à la taxe sur les spectacles de variétés.

Pour poursuivre l'aménagement de la scène du Cèdre, la Ville de Chenôve va poursuivre la motorisation des porteuses scéniques et leurs mises en sécurité dans le cadre de l'autorisation de programme du Cèdre.

Vu l'article L 2121-29 du code général des collectivités territoriales,
Vu l'avis de la commission finances, aménagement et ressources humaines du 28 avril 2016,
Vu l'avis de la commission culture, éducation, jeunesse et sports en date du 28 avril 2016,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, A L'UNANIMITE, décide :

ARTICLE 1^{er} : D'autoriser le Maire à solliciter une aide du centre national des variétés et à engager toute démarche en ce sens.

ARTICLE 2 : De préciser que le Budget prévisionnel est estimé à 84 000€ TTC et que le montant de la prise en charge par le C.N.V peut représenter 25 à 30 % du montant hors taxe.

13. DISPOSITIF « NOS VOISINS SONT FORMIDABLES »

En lien avec la délibération actualisant la grille tarifaire de la saison culturelle, il est proposé au Conseil Municipal la mise en œuvre d'un dispositif partenarial renforcé avec l'ensemble des acteurs culturels du bassin de vie du Grand Dijon et de la Grande Région Bourgogne Franche-Comté.

En prenant appui sur les cartes d'élèves du Conservatoire, des inscrits de la Bibliothèque François MITTERRAND et des titulaires du Pass'Sport Culture, la Ville de Chenôve pourrait obtenir des tarifs préférentiels au bénéfice des titulaires moyennant réciprocité. Ce dispositif vise à promouvoir la circulation des publics dans le bassin de vie et de mener des opérations d'échange entre acteurs culturels.

Vu l'article L 2121-29 du code général des collectivités territoriales,
Vu l'avis de la commission culture, éducation, jeunesse et sports du 28 avril 2016,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, A L'UNANIMITE, décide :

ARTICLE 1^{er} : De compléter notamment la délibération du 24 septembre 2001 portant création de la Carte Pass'SPORT CULTURE permettant un accès libre et gratuit à certaines installations municipales (piscine, tennis, boulodrome, bibliothèque...).

ARTICLE 2 : D'autoriser la contractualisation au bénéfice des titulaires de ce titre avec des partenaires extérieurs à Chenôve et d'approuver en conséquence le principe de réciprocité.

14. ATTRIBUTION DE SUBVENTION AU BENEFICE DE L'ASSOCIATION ART PUBLIC

Pour la onzième édition, le Festival Modes de vie, créations d'artistes et d'habitants, a impulsé un vaste projet culturel participatif dans les quartiers de la politique de la ville de l'agglomération dijonnaise.

Modes de vie oriente sa démarche culturelle et sociale en impulsant des ateliers artistiques s'entremêlant à des parcours culturels proposés en collaboration avec des institutions culturelles. Ces actions culturelles sont motivées par la volonté de rendre l'art accessible à tous, au plus près des quartiers de la périphérie, en collaboration avec des artistes professionnels. Cette démarche partenariale à l'échelon de l'agglomération est co-construite par le Collectif « Tous d'Ailleurs » qui rassemble une soixantaine de professionnels de la culture, du domaine social et de l'éducation. L'association Art Public est la structure porteuse qui fédère et met en œuvre ce Festival.

Dans le cadre de cette onzième édition, un travail fut mené avec la plasticienne Julia MORLOT de novembre 2015 à février 2016 au bénéfice des usagers du Tremplin en partenariat avec le Musée des Beaux-Arts de Dijon.

Vu l'article L 2121-29 du code général des collectivités territoriales,
Vu l'avis de la commission finances, aménagement et ressources humaines du 28 avril 2016,
Vu l'avis de la commission culture, éducation, jeunesse et sports en date du 28 avril 2016,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, A L'UNANIMITE, décide :

ARTICLE UNIQUE : D'attribuer une subvention de 1 020 € à l'association Art Public.

15. AUTORISATION DE SIGNATURE DE LA CONVENTION PASSEURS D'IMAGES AVEC L'U.D M.J.C POUR L'ANNEE 2016

« Passeurs d'images » est un dispositif de lutte contre l'exclusion culturelle s'inscrivant dans une logique de projet visant à une démocratisation des pratiques culturelles et festives, prioritairement destiné aux jeunes issus des quartiers en difficultés. Cette opération se décline notamment par des projections gratuites en plein air de films accompagnés d'actions de formation et de sensibilisation encadrés par des professionnels.

Vu l'article L 2121-29 du code général des collectivités territoriales,

Vu l'avis de la commission culture, éducation, jeunesse et sports en date du 28 avril 2016,

Vu le projet de convention joint en annexe,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, A L'UNANIMITE, décide :

ARTICLE 1^{er} : D'autoriser le Maire à signer le contrat de partenariat avec l'UD MJC autorisant l'accueil d'une projection le 01 juillet 2016 sur l'Esplanade du Cèdre en partenariat avec la M.J.C de Chenôve.

ARTICLE 2 : De prévoir que les projections en plein air pourront se tenir sous réserve des réglementations préfectorales ou nationales qui seront publiées pour assurer la sécurité des manifestations pendant la période de sécurité renforcée liée notamment à la menace terroriste.

16. AUTORISATION DE SIGNATURE D'UNE CONVENTION AVEC LE FONDS DE COOPERATION DE LA JEUNESSE ET DE L'EDUCATION POPULAIRE (FONJEP)

Créé en 1964, le FONJEP est une association dont l'objet est de permettre la cogestion et la coopération entre ministères, organismes publics, collectivités territoriales, associations et autres organismes privés sans but lucratif. Elle a pour but principal de faciliter la rétribution de personnels permanents employés par des mouvements de jeunesse, des associations d'éducation populaire, des organismes de droit privé à but non lucratif concourant à l'action sociale.

A ce titre, le poste de directeur de la MJC est concerné par cette convention et la collectivité est amenée à participer financièrement chaque année auprès du FONJEP.

Vu l'article L 2121-29 du code général des collectivités territoriales,
Vu l'avis de la commission finances, aménagement, ressources humaines du 28 avril 2016,
Vu l'avis de la commission culture, éducation, jeunesse et sports en date du 28 avril 2016,
Vu le projet de convention joint en annexe,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, A L'UNANIMITE, décide :

ARTICLE UNIQUE : D'autoriser le Maire à signer le contrat de financement d'un poste de Directeur au bénéfice de la MJC de Chenôve.

17. REVERSEMENT DE LA RECETTE « VENTE DES BOIS SUITE A INCENDIE » AU SIPLASUD

Les incendies du mois de juillet 2015 ont ravagé près de 74 hectares d'espaces naturels et boisés sur les territoires de Chenôve et Marsannay-la-Côte, dont 49,13 hectares côté Chenôve (32,26 ha de pelouses calcaires et 16,72 de forêt de Pins noirs et 0,15 ha hors surface forestière).

Une première réunion de bilan et de concertation organisée début septembre par le SIPLASUD a permis de réunir les différents partenaires (ONF, SDIS, Communauté de Communes de Gevrey-Chambertin, Natura 2000, Grand Dijon, ONCFS, LPO...) pour envisager les démarches et travaux à prévoir sur cette zone et la création de groupes de travail.

Les premières préconisations relatives à la prévention et à la sécurité du plateau ont été recueillies auprès du SDIS fin novembre, et les services de Chenôve ont débroussaillé les abords des habitations en lisière du plateau début 2016.

En 2016, les groupes de travail se réuniront afin d'aboutir à un plan de gestion pertinent du plateau, conciliant accueil des publics, réservoir de biodiversité, lieu de sensibilisation et d'éducation à l'environnement, etc.

L'exploitation des bois brûlés a eu lieu pendant la période hivernale par une entreprise retenue par l'ONF. Ces bois seront transformés dans une usine française du Nord de la France en panneaux de bois aggloméré. Les travaux de broyage des rémanents de coupe doivent être lancés, afin de terminer le nettoyage des zones les plus denses.

La vente de ces bois de la ville de Chenôve s'est élevée à 26 602,73 €.

Le comité syndical réuni le 4 mars 2016 a proposé de gérer directement ces actions (mise en œuvre du plan de gestion, travaux divers liés aux incendies...). Il sollicite donc les communes concernées pour le reversement des montants encaissés pour qu'ils soient affectés aux actions définies.

Vu l'article L 2121-29 du CGCT,

Vu l'avis de la commission finances, aménagement et ressources humaines du 28 avril 2016,

Monsieur le Maire ne prend pas part au vote du fait de sa qualité de président du SIPLASUD.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, A L'UNANIMITE, décide :

ARTICLE 1^{er} : D'autoriser Monsieur le Maire à reverser le montant de la recette « des bois brûlés » au Syndicat Intercommunal du Plateau du Sud Dijonnais (SIPLASUD), soit 26 602,73 €

ARTICLE 2 : De préciser que les crédits nécessaires seront inscrits au Budget Primitif 2016.

18. CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS ENTRE LA VILLE DE CHENÔVE ET LE COMITE DES ŒUVRES SOCIALES DU PERSONNEL COMMUNAL

Le comité des œuvres sociales (COS) du personnel communal de la ville de Chenôve a notamment pour vocation de gérer l'attribution de prestations d'action sociale diverses au personnel communal actif et retraité tels que voyages, sorties, prestations de nature festives (*arbre de Noël*, ...).

A cet effet, la ville attribue chaque année à cette association une subvention supérieure à 23 000 € (en 2016, le montant voté le 14 décembre 2015 a été fixé à 58 000 €).

Conformément à l'article 1 du décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris en application de l'article 10 de la loi n° 2000-231 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques, il y a donc lieu de signer une convention avec le comité des œuvres sociales.

Cette convention (*jointe en annexe*) détermine en particulier les engagements de la ville nécessaires à la réalisation de l'objet social du COS, à savoir notamment :

- La mise à disposition gracieuse des locaux, des salles, du matériel,
- Les conditions de participation du personnel communal au fonctionnement de l'association,
- L'attribution d'une subvention annuelle.

Vu l'article L 2121-29 du code général des collectivités territoriales,

Vu la commission finances, aménagement et ressources humaines en date du 28 avril 2016,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, A L'UNANIMITE, décide :

ARTICLE 1^{er} : D'autoriser Monsieur le Maire à signer une convention d'objectifs et de moyens avec le comité des œuvres sociales du personnel communal aux conditions exposées, et d'y apporter en tant que de besoin, toutes modifications de détail nécessaires,

ARTICLE 2 : Plus généralement de mandater Monsieur le Maire à l'effet d'accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à la mise en œuvre de ce dossier.

19. BILAN DES ACQUISITIONS ET CESSIONS REALISEES SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE AU COURS DE L'ANNEE 2015

Conformément aux dispositions de l'article L 2241-1 du code général des collectivités territoriales, la gestion des biens et les opérations immobilières effectuées par la commune sur l'année 2015 donnent lieu à présentation d'un bilan des acquisitions et cessions réalisées.

Vu l'article L2241-1 du code général des collectivités territoriales,
Vu l'avis de la commission finances, aménagement et ressources humaines en date du 28 avril 2016,
Vu le bilan ci-joint,

Le Conseil Municipal:

ARTICLE UNIQUE : prend acte du bilan ci-joint des opérations immobilières réalisées sur le territoire de la commune au cours de l'année 2015.

20. MODIFICATION DE LA DELIBERATION N°97-2014 DU 17 NOVEMBRE 2014 RELATIVE A LA RESIDENTIALISATION DE L'IMMEUBLE BERLIOZ – ECHANGES FONCIERS VILLE DE CHENOVE / DIJON HABITAT

Dans le cadre du programme de rénovation urbaine, Dijon Habitat, en partenariat avec la commune, a réalisé des travaux de réhabilitation et de résidentialisation des abords du bâtiment Berlioz sis 19 à 25 rue Armand Thibaut.

Il avait été convenu de rétrocéder à Dijon Habitat les espaces liés à cette résidentialisation issus pour une partie de la parcelle AI n°165 et l'autre partie d'une parcelle lanière située devant la façade Sud rattachée au domaine public communal. Cet ensemble foncier représente une superficie totale d'environ 1 030 m².

Une parcelle d'environ 6 m², propriété de Dijon Habitat, issue de la parcelle AI n° 164 située en façade Nord et se trouvant à l'extérieur du projet de résidentialisation, devait être rétrocédée dans le domaine communal.

Le principe d'un échange parcellaire sans soulte avait été retenu, les frais liés à l'échange étant à la charge de Dijon Habitat.

Le conseil municipal avait donc autorisé par une délibération du 17 novembre 2014 l'échange parcellaire et la signature de l'acte en la forme administrative aux conditions ci-dessus exposées.

Néanmoins, il convient d'apporter une précision quant à l'élu représentant la commune lors de la signature de l'acte.

Vu l'article L 1311-13 du code générale des collectivités territoriales,

Vu la délibération n°97-2014 du 17 novembre 2014,

Vu l'avis de la commission finances, aménagement et ressources humaines du 28 avril 2016,

Vu l'avis de la commission solidarité, tranquillité publique, cohésion sociale et urbaine, et citoyenneté du 26 avril 2016,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, A L'UNANIMITE, décide :

ARTICLE 1^{er} : De modifier le deuxième article de la délibération n°97-2014 du 17 novembre 2014 et de lui substituer la disposition suivante : « D'autoriser Monsieur le Maire à recevoir et authentifier l'acte correspondant en la forme administrative, étant précisé que la commune sera en conséquence représentée, lors de la signature de l'acte, par Monsieur le Premier Adjoint au Maire ».

21. CREATION TARIF CONSERVATOIRE A RAYONNEMENT COMMUNAL – DOMAINE THEATRE

À partir de la prochaine rentrée scolaire, le Conservatoire à rayonnement communal de musique et de danse de Chenôve devient conservatoire à rayonnement communal : Danse - Musique - Théâtre.

➤ 3 classes seront proposées avec élèves

Lundi 17h30 18h30 : pour les huit 12 ans. DECOUVERTE

- Susciter leur potentiel
- Croiser les imaginaires
- Développer le plaisir d'inventer et de raconter ensemble

Jeudi 17h30-19 heures : pour les 13 16 ans. INITIATION

- Décontraction respiration concentration
- Le corps en mouvement rythme déplacement ressenti équilibre
- Développer le plaisir de demander et de raconter ensemble
- Liaison corps voix sentiments
- Approche technique: Respiration articulation projection de la voix
- Dynamique de groupe : croisée des énergies
- Ecoute et intérêt mutuel portée aux propositions de chacun
- Confiance en soi

Jeudi 19h15 21h45 : pour les 17 ans et plus. Adultes Amateurs

- Travail du corps de la respiration de la voix
- Exercice de jeux
- Improvisation
- Travail de textes contemporains monologue dialogue chœur parlé
- Une approche de la culture théâtrale

Vu l'article L 2121-29 du code général des collectivités territoriales,
Vu l'avis de la commission finances, aménagement et ressources humaines en date du 28 avril 2016,
Vu l'avis de la commission culture, éducation, jeunesse et sports en date du 28 avril 2016,

Sur proposition de Monsieur Sylvain BLANDIN du groupe « Chenôve entre vos mains », Monsieur le Maire de Chenôve propose un amendement de la dénomination de la première classe en remplaçant le terme « EVEIL » par « DECOUVERTE ».

Le Conseil municipal approuve l'amendement à l'unanimité.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, A L'UNANIMITE, décide :

ARTICLE 1^{er} : Cette classe étant une classe collective de proposer que les tarifs soient alignés sur ceux de la Danse conformément aux dispositions ci-dessous :

PROPOSITION DE TARIFS 2016 - THEATRE

DROITS D'INSCRIPTION ANNUELS

Pour tous les élèves (enfants et adultes)	Droits d'inscription et frais de dossier 2016	
	Habitants de Chenôve	Extérieurs de Chenôve
	27,55€	29,50€

TARIFS DEGRESSIFS

Dégressivité pour les élèves de la même famille fréquentant les cours	Tarifs dégressifs	
	Habitants de Chenôve	Extérieurs de Chenôve
1^{er} inscrit	Tarif plein	Tarif plein
2^{ème} inscrit	-30%	-
3^{ème} inscrit	-60%	-10%
A partir du 4^{ème} inscrit	Gratuit	-10%

COURS DE THEATRE : BASE SUR LE TARIF 1

Tarifs enfants 2016	
Quotients familiaux	Tarifs enfants
≥ 0 à 194	45,10 euros
≥ 194 à 302	52,70 euros
≥ 302 à 413 <	56,40 euros
≥ 413 à 522 <	60,10 euros
≥ 522 à 632 <	63,90 euros
≥ 632 à 741 <	67,60 euros
≥ 741 à 875 <	71,35 euros
≥ 875 à 1016 <	75,20 euros
≥ 1016 à 1182 <	78,95 euros
≥ 1182 à 1400 <	82,70 euros
≥ 1400 <	86,50 euros
Extérieurs de Chenôve	215,10 euros

22. MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS – CREATION D'UN POSTE DE CONSEILLER TERRITORIAL DES ACTIVITES PHYSIQUES ET SPORTIVES

Conformément à la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité sont créés et supprimés par l'organe délibérant de la collectivité.

Il appartient donc au Conseil municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services.

La Direction des sports, des loisirs et de la jeunesse fait actuellement l'objet d'une réflexion, qui s'inscrit dans le cadre de la réorganisation globale des services de la collectivité. L'architecture de cette direction a fait l'objet d'un travail concerté et approuvé par les représentants du personnel lors d'un groupe de travail ad hoc.

Considérant que les missions du responsable du patrimoine et des manifestations sportives ont évolué et relèvent désormais d'un cadre d'emplois de catégorie A,

Considérant qu'il conviendra de manière concomitante de supprimer le poste de catégorie B lors du prochain travail sur le tableau des emplois,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, en ses articles 34 et 97,

Vu l'organigramme des services présenté lors du Comité technique du 25 mars 2016,

Vu le tableau des effectifs applicable au 1^{er} janvier 2016,

Vu l'avis de la commission finances aménagement et ressources humaines du 28 avril 2016,

Vu l'avis de la commission éducation, jeunesse et sports du 28 avril 2016,

Considérant la nécessité de créer un poste de conseiller territorial des activités physiques et sportives,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, A L'UNANIMITE, décide :

ARTICLE 1^{er} : De créer un poste de conseiller territorial des activités physiques et sportives à compter du 1^{er} juillet 2016,

ARTICLE 2 : De préciser que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2016.

23. REMPLACEMENT DU MEDECIN DU SERVICE PETITE ENFANCE

Conformément à la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité sont créés et supprimés par l'organe délibérant de la collectivité.

Il appartient donc au Conseil municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services.

La maison de la petite enfance dispose d'un médecin libéral référent avec lequel elle a passé une convention pour garantir le suivi médical des enfants. Ce médecin bénéficie d'un congé maternité.

Considérant l'obligation pour les structures petite enfance de recourir au service d'un médecin dont les missions sont de veiller à l'application des mesures d'hygiène et de prévention, d'assurer des actions d'éducation et de promotion de la santé auprès du personnel et des familles, de veiller à l'application des mesures à prendre en cas de maladies contagieuses ou d'épidémies et de donner son avis sur l'admission après examen des enfants ainsi d'en assurer le suivi,

Considérant la nécessité de remplacer le médecin référent pendant son congé maternité,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, en son article 3, alinéa 1,

Vu le tableau des effectifs au 1^{er} janvier 2016,

Vu l'avis de la commission culture, éducation, jeunesse et sports du 28 avril 2016,

Vu l'avis de la commission finances, aménagement et ressources humaines du 28 avril 2016,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, A L'UNANIMITE, décide :

ARTICLE 1^{er} : De créer un poste de médecin référent sur accroissement temporaire d'activité, pour une durée de 3 mois maximum,

ARTICLE 2 : De dire que cet agent contractuel sera rémunéré sur la base d'un tarif horaire de 56 € nets par mois,

ARTICLE 3 : De préciser que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2016.

24. DELEGATIONS DE POUVOIRS A MONSIEUR LE MAIRE PAR LE CONSEIL MUNICIPAL

Conformément à l'article L. 2122-23 du code général des collectivités territoriales, le Maire rend compte des décisions qu'il a prises par délégation du conseil municipal, à chacune de ses réunions.

Vu les articles L2122-22 et L 2122-23 du code général des collectivités territoriales,
Vu le tableau joint en annexe,

Le Conseil Municipal:

ARTICLE UNIQUE : Prend acte des décisions présentées au tableau ci-après annexé.

La question orale provenant du groupe « Chenôve entre vos mains » est lue par Madame Caroline CARLIER.

La réponse est apportée par Monsieur le Maire.

La séance est levée à 22h30.

Le Maire

Thierry FALCONNET

